



Extract of Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/Petite-theorie-des-otages-mediatico-politiques>

Un gouvernement qui nous fait marcher

# Petite théorie des otages médiatico-politiques

- Politique québécoise - Politique -



Publication date: mardi 12 juin 2012

---

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

---

« *Avec de nouvelles technologies, ne sommes-nous pas train d'assister à la disparition inéluctable de l'auteur ou du créateur au profit d'une marque* »  
Paul Virilio

Nous proposons l'idée que le gouvernement ne craint plus les marches pacifiques, et même les casseurs qui s'infiltreront dans les manifestations, car les marches, quand elles ne sont pas déstabilisantes, justifient le pouvoir en place. Elles favorisent la constitution d'otages par images. Il convient pour les autorités de diviser la population afin de profiter de diversions médiatiques qui lui permettront de faire oublier son bilan et d'espérer une réélection. S'il utilise habilement les médias circulaires, il parviendra à renforcer son pouvoir. Il n'hésitera pas à stigmatiser des individus et à construire des ennemis faciles à identifier. Et même si des articles traitent du printemps érable à l'étranger, les élections concernent des citoyens qui pourront oublier le bilan du gouvernement quand ils se présenteront aux urnes.

### **À qui servent les manifestations ?**

D'abord, contrairement à l'idée reçue, ce ne sont pas les associations étudiantes qui font marcher les étudiants et les manifestants mais bien le gouvernement. En effet, les marches, en dépit du fait qu'elles galvanisent les plus radicaux, ont peu d'effet dans les démocraties plus préoccupées d'économie que d'avenir collectif. Les marches et les tintamarres, s'ils ne sont sans doute pas recherchés par le gouvernement, ne le défavorisent pas électoralement parce qu'elles lui permettent de construire une opposition facile à identifier. Au fond, il y a le gouvernement, garant de l'ordre et de la sécurité, et les éternels insatisfaits de gauche, ceux qui manifestent au sujet de tout et que les médias se plaisent à dépeindre comme des irréalistes. Il y a une étiquette syndicale comme il y a une étiquette de la CLASSE. Au chaud dans les marches, hébergés parmi ceux qui veulent changer le monde, vivant intensément dans une fraternité en mouvement, certains étudiants ont respiré dans la manifestation et ont été étiquetés. Et il se peut que le mouvement étudiant soit devenu otage de sa propre mobilisation historique mais aussi otage de son image, de son label.

Dans une démocratie économique et technologique, une population peut s'accommoder des manifs, espérer une « normalisation » mensongère et perdre de vue la raison même de la contestation. Il est difficile dans nos sociétés de distinguer ce qui se passe, analyser, faire des liens, il est plus facile de juger comme Jacques Villeneuve. Cela ne veut pas dire qu'il ne faut plus marcher, mais que les marches ont leurs limites. On a beau les répéter, en faire des marées humaines, dans la réalité elles font trembler mais pas tomber le pouvoir, lequel peut se permettre de mépriser les gens qui s'opposent à lui tant il est puissant par rapport à la rue. Le gouvernement reconnaît le droit aux marches pacifiques tant et aussi longtemps que celles-ci ne sont pas trop importantes : il accepte qu'elles revivent afin qu'elles s'essoufflent et deviennent des caricatures d'elles-mêmes. Si elles parviennent à paralyser l'économie, alors il modifiera les lois dans le but de reprendre ce pouvoir concédé à la rue. C'est ce que l'on a vu avec la loi spéciale 78.

### **Une réélection doit passer par la division de la population**

Le gouvernement a voté cette loi spéciale quand il a réalisé qu'il avait perdu son agenda politique et que le semestre d'hiver était fini, ce qui faisait craindre pour l'économie des promotions. Sans cela, il n'aurait pas bougé. La loi spéciale présentait l'avantage de diviser. Diviser encore pour mieux régner sur une population victimes de divisions politiques. La division est le critère de la réélection du parti libéral au Québec. Le gouvernement a réussi à diviser en partie les étudiants. Il a divisé en partie les professeurs. Il a tout fait pour diviser les partis politiques - il a

réussi à ce chapitre - et mettre le feu dans la population civile qui, il le savait, n'aime pas le désordre et a peur du changement. La logique derrière la division est claire : les générations s'opposent entre elles car les jeunes sont moins nombreux à exercer leur droit de vote et ont, par conséquent, moins de pouvoir aux élections. Et comme l'expérience montre qu'il est plus facile de « faire sortir » le vote des citoyens plus âgés, le gouvernement poussera à bout la logique de la division et de l'opposition de la population.

### **L'art de regarder devant et d'oublier l'arrière : la diversion**

Cette stratégie de la division populaire est encore plus rentable politiquement si elle permet la diversion, c'est-à-dire si elle parvient à favoriser certains événements qui renforcent le pouvoir et rendent illégitime toute opposition, surtout celle des jeunes. La diversion est un outil pour reprendre le contrôle de l'agenda politique : elle sert à mettre en évidence les priorités du gouvernement afin de masquer, taire ou faire oublier celles des contestataires. Elle veut que la population regarde d'un côté, en surface, alors que tout se passe de l'autre. L'État libéral est spécialiste de la diversion : quand il s'agit de masquer la collusion, la corruption et les scandales, le gouvernement réussit à trouver une cible capable de faire oublier sa gouvernance douteuse. La loi spéciale 78 devait masquer les acquis de la grève. La crise sociale, était-elle fabriquée, au moins mise en scène, devrait faire oublier le bilan catastrophique de neuf années de corruption libérale. On peut penser que l'accent mis sur le Grand Prix, au début des vacances, devait faire oublier un printemps tumultueux.

### **Des médias circulaires complaisants : faire tourner le cirque et la machine économique**

Or qui dit Grand Prix, dit cirque automobile et cirque médiatique. Si le gouvernement a tout misé sur cet événement vitrine pour Montréal, c'est sans doute pour en finir avec la session et la saison des manifestations. Il compterait sur des médias fatigués des manifs, travaillant en boucle, et une ville malade de festivals et des rues barrées pour faire diversion. Sans surprise : l'État policier se manifesterait pendant la fête afin de sauver le pouvoir des amis, des riches et des pollueurs. On pourrait intercepter des jeunes qui veulent simplement marcher sur le site. On fouillerait toute personne suspecte et on accompagnerait loin du site toute personne qui ne possède pas de billets. Évidemment, les médias justifieraient ces arrestations arbitraires au nom de l'économie et des appels des « éteignoirs » qui refusent toute discussion et tout progrès social. Puisque les publicitaires, les commandites et les gouvernements se représentent eux-mêmes dans les grands journaux, ceux-ci ne pourraient critiquer ouvertement ou rapporter les motivations de ceux qui remettent en question le Grand Prix au nom d'une autre cause : ils feraient tout ce qu'ils peuvent, pensons aux éditorialistes, parasites des patrons, et chroniqueurs éteignoirs, pour valoriser le statu quo, c'est-à-dire l'emprise du lobby de la bagnole sur la démocratie en mouvement.

### **La construction politique et médiatique d'un père « désobéissant »**

Dans la structure du pouvoir, le gouvernement a compris que l'un des moyens de rester au pouvoir est de se fabriquer une opposition visible, bruyante et facile à critiquer pour ses positions extrêmes. De la modeler, si possible. C'est donc sur un plateau d'argent qu'il a reçu la semaine dernière l'arrestation d'Amir Khadir, le député le plus actif et le plus rigoureux dans sa défense de la démocratie participative. Khadir pouvait ensuite être caricaturé pour ses propos dans les médias : le député se prendrait pour Gandhi ou Martin Luther King... ce qui est malhonnête, évidemment, mais combien payant sur le plan du marketing politique.

Dans pareille imposture médiatique, le gouvernement se devait de montrer à la population ce qu'est, selon lui, un père « désobéissant », qui plus est un député de l'opposition ! Avec l'arrestation planifiée de la fille de Khadir, la mise en scène des libéraux serait complète : les libéraux, par le travail des policiers qui s'offrent des arrestations « préventives », allaient montrer au peuple ce qu'est un père politique, quelqu'un qui valorise la loi et l'ordre. La population, capable d'avaler toutes les couleuvres, aurait droit à un contraste de choix : elle devrait normalement voir en Amir Khadir un père irresponsable et en Jean Charest un homme responsable aux commandes de l'État.

On le voit bien maintenant. Tout cela est symbolique : en salissant le Diogène contemporain Amir Khadir, le seul député qui fait ce qu'il dit, le seul à hériter d'une publicité négative gratuite, c'est toute la gauche du Québec que dépeint un gouvernement libéral qui n'hésite jamais, lui, à s'offrir des campagnes de publicité payantes dans les journaux. L'État libéral n'a pas le moindre mal à arrêter le seul député qui maîtrise la définition de la désobéissance civile, désobéissance rendant possible l'exercice de la démocratie moderne.

### **Vouloir récolter sans avoir semé : les otages du Parti québécois**

Amir Khadir n'est pas un héros, c'est un homme cohérent avec ses principes. En ce sens, son action politique se distingue toutefois de celle des députés du Parti québécois. Ces députés de l'opposition, cherchant à tirer profit du carré rouge des étudiants en mouvement, sont des otages de leur parti et de leur vision de la politique partisane. Au lieu d'incarner dans leurs actions leur idéal politique, la souveraineté, ils ne veulent pas faire d'erreur coûteuse pour profiter d'un climat social en crise. Ce sont des otages parce qu'ils espèrent récolter tous les fruits du printemps québécois sans avoir semé eux-mêmes la moindre graine de changement. De nombreux députés du parti québécois manquent de caractère, ce qui n'est pas le cas d'Amir Khadir. Et ceux qui ont des yeux le savaient déjà car durant les manifs, il n'y avait pas de pancartes du PQ, seulement celles de Québec solidaire et des autres partis progressistes. S'ils divisent le vote, après avoir créé des otages politiques autour d'eux, les libéraux risquent de reprendre le pouvoir après avoir provoqué, l'ironie est parfois totale, l'une des pires crises sociales de l'histoire du Québec.

### **L'impuissance de la société civile : des casseroles pouvant conduire à la réélection des libéraux**

L'indignation ne sauvera donc pas le monde. Les casseroles suscitent l'admiration des uns, mais aussi le rire des autres, ceux qui ne croient plus au changement depuis longtemps. Le tintamarre pacifique divise autant qu'il rallie. Certains prétendent désormais que le son des casseroles, qui voulait dénoncer une situation de crise, pourrait entraîner son effet opposé : la réélection des libéraux !

Quand des articles critiques sont publiés à l'étranger, dans le prestigieux journal Le Monde, et qu'ils n'émeuvent pas les libéraux, pas plus que les critiques environnementales ne touchent les conservateurs à Ottawa, on est en droit de penser que la population doit chérir son impuissance politique. Quand on a organisé des manifestations originales, nombreuses et pacifiques pendant un printemps et que le mouvement doit se remettre en question, c'est parce qu'il fait face à un gouvernement plus armé, plus lourd et surtout plus puissant que lui. Cette impuissance de la population peut devenir un argument en faveur du parti au pouvoir lors de la prochaine campagne électorale car l'impuissance peut être interprétée comme de la stabilité par une population affolée devant tous les spectres de l'histoire, toute possibilité de contestation et de changement. C'est bien connu : une population dominée et méprisée, critiquée par ses élites, a une tendance innée à l'immobilité, voire au recul.

Les étudiants ont fait tout ce qu'il fallait pour secouer l'État et réveiller une population endormie, mais le gouvernement semble trop puissant, souvent trop violent, par rapport à ceux qui lui opposent leur vie. Les libéraux survivent aux marées humaines, aux émeutes, aux démissions et aux critiques internationales. La rue ne gagnera pas rapidement son combat contre un gouvernement corrompu qui peut inventer à sa guise des lois, sacrifier les membres de son parti au nom de son pouvoir et continuer d'arrêter des innocents.

Le gouvernement veut profiter du début de l'été. Dans son impuissance politique même, il demeure assez puissant pour se donner des vacances. S'il y parvient, c'est parce qu'il aura réussi à fabriquer, à même la crise, de la peur et des otages, des otages de la contestation et des otages politiques. Les juges et les policiers, otages du gouvernement, continuent d'obéir et de renforcer le pouvoir de l'État contre des manifestants devenus otages de leur image.

### Des otages d'une structure politico-médiatique trop puissante ?

Le gouvernement possède ainsi une carte maîtresse : les marcheurs et les manifestants sont devenus les otages de leur stratégie. Se cantonnant dans une logique de l'opposition infinie, ils sont les otages d'une rue politique qu'ils ont réussi, avec un courage extraordinaire, à animer et à occuper ? Or les leaders étudiants devront étudier les échecs des mouvements d'indignation, que ce soit le Printemps arabe, la Puerta del Sol et les occupations urbaines, car la rue peut conduire à l'immobilisme, aux statuts de sel.

L'été arrive et la mobilisation sera plus difficile. Il y aura des manifestations tout l'été, mais elles ne bénéficieront pas de la couverture médiatique souhaitée. Quant à la rentrée d'août 2012, elle sera déterminante pour tous. La population du Québec oubliera-t-elle les raisons de la grève ou réanimera-t-elle le brasier du printemps ? Une chose est déjà sûre en juin : les étudiants devront se refaire du capital politique dans la population, revoir leur image car les otages ne sont pas toujours compris, comme les prisonniers d'ailleurs, parce que l'on voit plus volontiers le costume que les humains derrière une cause, fut-elle juste.

Dominic Desroches  
Philosophie / Ahuntsic